Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 25 JANVIER 1979 — N° 839 Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76. 2,00 F.

L'armée occupe l'aéroport de Téhéran

L'armée a pris position sur l'aéroport de Téhéran dans la nuit de mardi à mercredi apparemment dans le but d'empêcher l'avion spécial prévu pour Khomeiny de décoller. Bakhtiar, premier ministre en titre aurait fait savoir aux grévistes d'Iran Air, qu'il ne s'opposerait pas au décollage de l'avion, ceux-ci mettaient fin à leur grève. Les incertitudes sur l'attitude de l'armée pèsent d'autant plus lourd que des démarches différenciées se font jour entre la garde du Chah, et les hésitations de l'état-major, appelant à soutenir Bakhtiar et contactant les chefs religieux

Lire en page 8

A la veille de son Congrès la direction en minorité

Le troisième congrès de la LCR s'ouvre ce jeudi 25 à Saint-Gratien (Val d'Oise). La mise en minorité de la direction par une tendance hostile au rapprochement avec l'OCI, consacre l'échec de la «politique d'homogénéisation» lancée en août dernier par le nouveau bureau politique. La référence commune au «front unique» constituera-t-elle une base suffisante à l'élaboration d'une ligne de nature à rassurer la majorité des opposants ?

Lire en page 2

Dans *le Quotidien du Peuple* du samedi 27

Enquête :

RDA :
derrière la «vitrine»

Reportage :

Dans les coulisses du Parlement européen

Longwy à 16 heures

Le mercredi des enfants

Mercredi, les enfants des écoles de Longwy montrent à leur manière leur refus des fermetures des entreprises de Longwy. Ils doivent notamment organiser une grande manifestation de flambeaux qu'ils ont nommée les «flambeaux de l'espoir».

Organisés à partir des écoles, la manifestation fera converger sur la place de l'Hôtel de ville de Longwy les 10 000 élèves. Là, le convertisseur fabriqué par les élèves du lycée technique sera allumé. Un garçon revêtu de la combinaison du sidérurgiste et une fille portant les habits lorrains accompliront ce geste symbolique par lequel les enfants de Longwy vont montrer que le drame de leurs parents est aussi le leur, qu'eux aussi veulent pouvoir trouver du travail dans leur ville et dans leur pays, la Lorraine. Pour les plus âgés d'entre eux, cela est déjà une brûlante réalité, pour les mois à venir, et pour l'année qui vient.

Jeudi les élèves des lycées de Longwy, à partir de la troisième seront en grève.

Dans le même temps, les occupations des locaux publics ou administratifs se poursuivent. Comme par exemple l'Hôtel des impôts de Longwy occupé conjointement par des militants de la CGT et de la CFDT. La proposition, défendue par la CFDT, de non-paiement du tiers provisionnel rencontre un écho certain parmi la population de cette «région sinistrée».

Parmi les autres actions on peut noter l'occupation du central téléphonique de Longwy par les ouvriers de la tréfilerie de Gorcy, le blocage de la gare de triage d'Onville par des militants de la CFDT. Dans la soirée de mardi, les travailleurs de Sacilor Hayange, à l'appel de la CGT et de la CFDT, ont occupé les bureaux de cette usine. Les flics sont rapidement venus les expulser.

La Lorraine veut vivre et elle le montre !

Lire en page 8

Après la manifestation de Cherbourg

POINT DE VUE D'UN RESPONSABLE DU CRILAN

A Cherbourg, le calme est revenu après l'exceptionnelle mobilisation de lundi. Pourtant l'objectif n'a pas été rempli : le *Pacific Fisher* est déchargé et s'en est retourné vers d'autres ports. L'heure est au bilan, et un responsable du CRILAN local, qui participait à l'organisation de cette démonstration nous livre ses premières impressions.

Lire en page 5

LES COMPTES FANTAISISTES DE MESSMER

Giraud, ministre de l'Industrie a démenti hier les promesses de Messmer quand à la création de 20 000 emplois en Lorraine. Dans une interview à TF 1 il n'a pu que reconnaître la réalité ; et encore, sous son jour officiel : rien n'est prévu pour 10 000 sidérurgistes qui vont être licenciés d'ici 1981.

Reste l'inconnu de Ford,

A ce propos les Lorrains se souviennent de promesses précédentes, après le premier plan sidérurgie.

— Les 3 000 emplois de Saviem à Batilly ; les travaux ont déjà 9 mois de retard.

— Peugeot-Citroën devait s'installer à Ennesy et embaucher plusieurs milliers de personnes, rien n'est fait.

— Renault devait installer une fonderie à Thionville, employant 1 100 personnes, c'est devenu un atelier de montage où travaillent 325 personnes.

LA LISTE EUROPEENNE DU PCF

● Le comité central du PCF vient de publier une liste de candidats pour les élections européennes. Selon *l'Humanité* sa composition doit être discutée dans les cellules et fin février, le Comité central établira la liste définitive des candidats.

Comme on peut s'attendre à ce que la liste ne connaisse guère de modifications, nous livrons ici quelques réflexions sur sa composition.

Le PCF s'énorgueillit d'abord de présenter deux candidats qui ne sont pas membres de son parti : Robert Chambeiron, sous-directeur au ministère des Finances, secrétaire général de l'Union progressiste. Cette minuscule formation, a toujours été un fidèle compagnon de route du PCF. Le second est Paul Vergès, ex-député de la Réunion et secrétaire général du PC réunionnais : certains parlaient jadis de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural, le PCF entend donc approuver son élargissement jusqu'à l'Océan Indien. Tous deux sont placés en position d'être élus.

Notons que sur les cinq représentants actuels du PCF au Parlement de Strasbourg, un seul, Gustave Ansart, est en position d'être élu, en troisième position de la liste. Trois autres, Porcu député de Longwy, Bordu député de Seine-et-Marne et Soury député de Charente figurent sur la liste, mais à une place qui leur donne la certitude de ne pas être élus. Le dernier, Eberhard n'est même pas sur la liste.

La composition ouvrière, ainsi que la place relativement importante des femmes (plus du quart de la liste) sont destinées à renforcer l'image du parti de la classe ouvrière et de «parti de libération de la femme» que le PCF entend se donner. C'est sans doute le sens de la place en seconde position, juste après Marchais, d'une ouvrière.

Il convient évidemment de corriger cette image : parmi les «ouvriers» figurent, comme il se doit, des permanents qui ne se sont pas salis les mains depuis des lustres. C'est le cas des «ouvriers» Marchais, Ansart, Piquet, Gremetz, pour ne citer que ceux qui sont placés en tête. Trois ou quatre femmes semblent pouvoir être élues sur la quinzaine de députés que peut escompter le PCF.

Notons enfin, la curieuse promotion de Georges Frischmann, placé en dixième position. Celui-ci membre du CC n'appartient plus au BP depuis le 22e Congrès, dont il désapprouvait l'orientation trop «ouverte» à ses yeux. Dans la même optique, il avait perdu, au dernier Congrès CGT, son poste à la Commission exécutive, pour ses interventions opposées à la volonté d'ouverture affirmée par les dirigeants de la centrale.

F.N

Les premiers de la liste

Sur ses 81 candidats, le PCF, s'il obtenait le même score qu'en mars 1978, aurait 16 élus. Nous donnons la liste des vingt premiers candidats :

— Georges Marchais ;
— Jacquie Hoffman, membre du CC ;
— Gustave Ansart, député, membre du BP ;
— Paul Vergès, PC Réunionnais ;
— Pierre Pranchère, membre du CC ;
— Félix Damette, agrégé, membre du CC ;
— René Piquet, secrétaire du CC ;
— Danielle Demarch, employée, membre du CC ;
— Maxime Gremetz, député, membre du BP ;
— Georges Frischmann, membre du CC ;
— Robert Chambeiron, union progressiste ;
— Sylvie Leroux, chercheuse scientifique ;
— Maurice Martin, membre du CC ;
— Francis Wurtz, enseignant ;
— Louis Baillot, membre du CC, responsable des questions militaires ;
— Henriette Poirier, membre du CC, secrétaire fédérale de Gironde ;
— Guy Fernandez, membre du CC, secrétaire fédéral de l'Yonne ;
— Jacques Denis, membre du CC ;
— Francis Combe, secrétaire national de l'UEC ;
— Catherine Margate, secrétaire fédérale des Hauts-de-Seine.

Téléphonez au *Quotidien*
636 73 76

LA DIRECTION DE LA LCR MISE EN MINORITE A LA VEILLE DE SON CONGRES

● A la veille de son troisième congrès, qui doit se tenir du 25 au 28 janvier à Saint-Gratien (Val d'Oise), la Ligue communiste révolutionnaire est secouée par une crise d'orientation politique. Celle-ci s'est nourrie principalement de l'impasse politique dans laquelle la LCR, attachée aux basques des «organisations ouvrières», s'est retrouvée au lendemain des législatives. Le nouveau bureau politique, formé cet été, et constitué essentiellement de militants défendant les thèses majoritaires, a engagé des discussions avec l'OCI. Cette inclination pour l'OCI a fait naître une forte opposition à l'orientation *«opportuniste, sectaire et dogmatique»* de la direction (selon les termes de la Tendance 3). Au point qu'à l'issue des congrès de ville, la direction a été mise en minorité : celle-ci recueille 38 % des votes, le courant proche de l'OCI 17 %, et fait inattendu, la nouvelle opposition 39 %. L'échec de la politique d'homogénéisation de la direction laisse planer l'incertitude sur les résultats du congrès et les orientations futures de l'organisation.

LA CRISE DE LA LCR

Le précédent congrès de la LCR, baignant dans un climat de «crise de militantisme» avait vu se dessiner une contestation de la direction par les groupes femmes et les groupes de travail. Cette contestation et le manque de fermeté de la direction avait renforcé le courant «OCI-iste». Ce courant regroupait donc la tendance A : 24 % des militants. La tendance D majoritaire ne tardait pas à être rejetée par les principaux animateurs de la tendance A pour former la nouvelle majorité et la tendance 4 actuelle. Les 18 % des contestataires s'étant éparpillés, la Ligue se trouvait à la veille des législatives, partagée en deux groupes : celui des partisans du rapprochement avec l'OCI et la tendance majoritaire.

La LCR, dont les propositions et les perspectives s'inscrivaient dans le cadre d'une victoire de l'Union de la gauche, s'est retrouvée démunie au lendemain du 19 mars. L'affirmation par la direction du *«maintien de la combativité et* (de) *la politisation accentuée de nombreux militants syndicaux»* n'était pas alors de nature à réduire le décalage entre les perspectives de la LCR et l'état réel de la mobilisation des travailleurs. L'appel «incantatoire» à l'unité, l'importance donnée au levier de la grève générale, la mise en avant du gouvernement PS-PCF comme débouché politique, ont entraîné la Ligue dans une action propagandiste générale. La désorientation des militants, soucieux de répondre aux questions des travailleurs dans les luttes éparses de juin, les changements de situation politique après les législatives, les pressions pour la réunification pour le mouvement trotskyste, exercées par la direction de la quatrième internationale, ont amené alors la direction à tenter *«un réarmement politique»* de l'organisation.

Cette tentative, qui visait à une homogénéisation politique autour des thèses de la direction, s'est opposée à un double refus. Celui du courant OCI-iste (tendance 1), qui critique la direction pour son *«économisme»*, faute de tracer des axes politiques sérieux telle que la *«dénonciation des contrats»* et pour son *«suivisme»* vis-à-vis des journées d'action avancées par les syndicats.

Mais la principale contestation vient de la tendance 3 qui pose le problème du contenu et de la signification politique de l'unité ouvrière prônée par la direction. Elle dénonce le sectarisme *«vis-à-vis des formes de radicalisation qui ne se réduisent pas seulement à la riposte de l'austérité»* ainsi que le dogmatisme d'un *«programme trotskyste indépendant des évolutions historiques»*.

LES GRANDES QUESTIONS EN DEBAT

Les débats entre les cinq tendances de la LCR tournent autour de trois grands axes : l'analyse de la situation actuelle, l'intervention dans la lutte de classe, «la construction du parti révolutionnaire».

1. Les divergences entre les tendances prennent toutes racines dans les différences d'analyse de l'après-mars 78. Ainsi, pour la tendance 1, *«le 12 mars, en mettant en minorité les partis bourgeois, les masses ont obtenu une victoire politique»*, victoire qui *«constitue toujours un point d'appui pour renforcer la confiance des masses dans leur force et leur mobilisation contre* (le) *gouvernement.»* De façon plus générale, la tendance 4 majoritaire estime que le résultat des législatives *«ne change en rien les rapports de force entre classes qui se sont développés depuis 68.»* En revanche, la tendance 3 pense que *«la conjoncture post-électorale est marquée par une perte d'initiative de la classe ouvrière»* et que *«l'activité des masses* (n'est pas) *uniquement bloquée par la division des appareils»*. La tendance 5 juge que le premier obstacle à la mobilisation des travailleurs est le refus des organisations syndicales *«d'unifier les nombreuses luttes en cours dans un mouvement d'ensemble»*. Pour la tendance 2, la crise économique propage dans la classe ouvrière des *«divisions et la démoralisation»*.

Ainsi donc, aussi bien sur les effets de la crise sur le degré de combativité des travailleurs que sur les responsabilités des *«organisations réformistes»*, les tendances ont des points de vue les plus divers.

Dès lors, on ne s'étonne plus des divergences entre leurs positions politiques. Comment mobiliser les travailleurs ? Comment «réaliser l'unité ouvrière ?». A ces questions que se posent les militants de toutes tendances, la plupart des réponses sollicitant l'intervention des organisations syndicales ou du couple PC - PS : que ce soit l'appel à la lutte pour la majorité PC - PS de la tendance 1, la bataille pour le Front unique, «organisations traditionnelles» en tête proposée par la tendance 4 ou la politique de renforcement des organisations syndicales prônée par la tendance 5. Seule la tendance 3 qui avance une *«politique de mobilisation sur des revendications unifiantes»* (autre forme de front unique), rappelle qu'*«aucune injonction de s'unir adressée aux grandes organisations ne la fera surgir»*.

De façon générale, politique de front et démarches unitaires en direction de l'extrême gauche sont associées. Cependant la tendance 1, et dans les faits la tendance 4, privilégient les rapports avec l'OCI. Ce sectarisme comme celui vis-à-vis des organisations de masse non syndicales qui l'accompagne, est vivement dénoncé par la tendance 3 qui insiste sur l'intervention dans les mouvements de masse.

Le débat sur «la construction du parti révolutionnaire», comporte trois volets : la critique de la ligne et du fonctionnement de l'organisation, la question de la réunification du mouvement trotskyste et la conception du parti révolutionnaire.

C'est la tendance 3 qui développe le plus les critiques de la direction, insistant sur sa minimisation de la crise du PC et du PS, sur la pauvreté des débats dans l'organisation sur le caractère gestionnaire des directions. La tendance 2 se fait l'écho des «insuffisances de la pratique du centralisme démocratique de l'organisation».

Si la tendance 4 définit les critères pour la fusion des organisations, la tendance 1, réclame avec impatience la *«réunification nationale et internationale des forces trotskystes»*. Ce sont les tendances 3 et 5 qui approfondissent le plus la question du parti. La première propose de *«construire le parti révolutionnaire autour de son intervention dans les mouvements de masse»*. Quant à la tendance 5, elle insiste sur la confrontation de l'orientation *«avec ses résultats dans la lutte de classes»*.

L'INCERTITUDE PLANE SUR LE CONGRES

Cet exposé de l'essentiel des débats préparatoires au Congrès, donne une première présentation des cinq tendances. Nous aurons sans doute l'occasion, après le Congrès, de revenir sur leur caractérisation.

Ce sont les plus importantes d'entre elles (1, 3 et 4) qui constituent aujourd'hui la base des trois groupes révélés par les Congrès de ville : le courant proOCI (tendance 1), à l'opposé le courant hostile au repli de l'organisation (tendance 3) et la tendance 4 majoritaire jusqu'à hier.

La mise en minorité de la direction éclaire ces débats d'un jour nouveau. Alors qu'en début septembre un rapprochement de l'OCI était attendu, ce sont maintenant les thèses opposées qui triomphent. Les militants de la tendance 3 n'avaient pour ambition que «de gagner sur le plus grand nombre de points possibles». Si les résultats se confirmaient au Congrès, ceux-ci seraient, contre leur gré, majoritaires dans la nouvelle direction. Cette situation paradoxale, comme le flottement des poids respectifs des tendances, rendent l'issue du Congrès tout à fait incertaine. Les orientations qui en résulteront seront pourtant décisives pour l'évolution de la LCR. La situation future de la presse de la LCR en est un bon exemple : le passage de *Rouge* en hebdo, rendu nécessaire par l'accumulation des dettes et réclamé par la tendance 1, serait sans doute définitif si demain, apparaissait une majorité plus disposée à développer une propagande générale qu'une intervention directe dans les masses.

Didier DELORME

Air France (Orly)

AVEC OU SANS LE «CONCORDE» LA GREVE CONTINUE

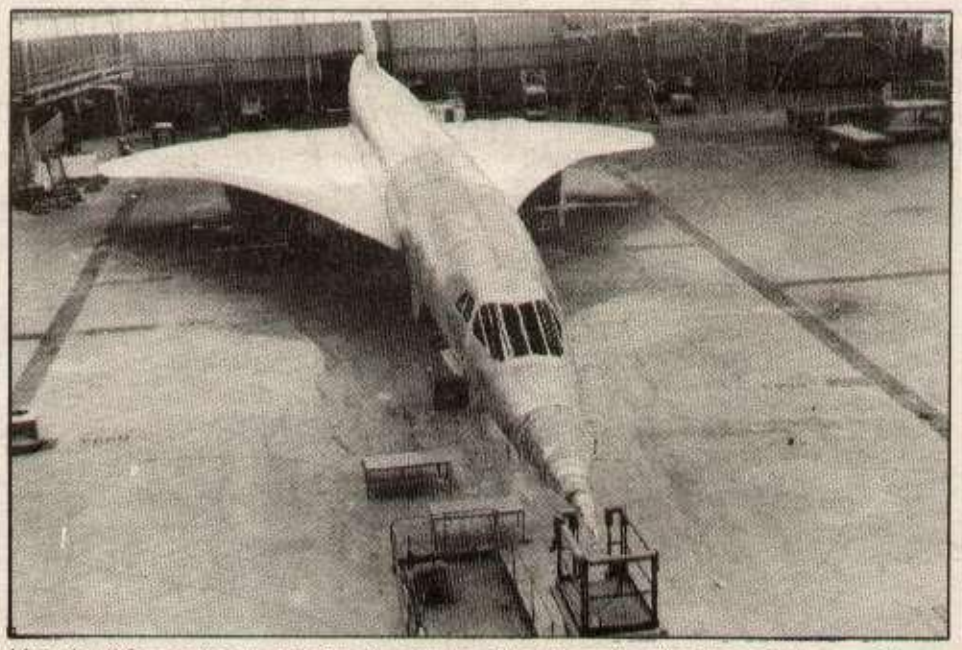
Dans la nuit de vendredi à samedi, des cadres de la direction d'Air France intervenaient pour libérer l'otage des grévistes de l'atelier de peinture : un des quatre Concorde de la compagnie. Afin de riposter à l'intervention des cadres qui ont agi alors que les CRS se tenaient non loin de l'atelier, prêts à intervenir, plus de 1 500 travailleurs ont débrayé lundi. En même temps, qu'elle mettait sur pied son commando de cadres, la direction faisait un certain nombre de concessions sur la question des conditions de travail (local de repos aéré, etc.) mais refusait toujours de céder sur la retraite anticipée et sur les jours de repos. C'est pour cela que les travailleurs de l'atelier sont décidés à poursuivre leur mouvement.

Forte de son «Concorde» de nouveau en sa possession, la direction d'Air France est parvenue malgré le refus de certains mécaniciens à le diriger jusqu'au Bourget où la société «Peinture Navale» devait le repeindre dans les locaux d'UTA.

Mardi en fin d'après midi, la section CGT d'UTA nous indiquait qu'elle avait demandé aux travailleurs d'UTA de ne faire aucun travail autour de Concorde, qu'elle avait protesté auprès de la direction contre le fait que les installations soient ainsi utilisées pour briser la grève des peintres d'Orly. La direction donnait aux syndicats l'assurance qu'elle ne demanderait pas au personnel UTA de faire du travail sur le Concorde. Dans le même temps, les employés de la peinture navale se consultaient pour savoir quelle attitude prendre. Vers 17 heures, le Concorde était sur la piste, et des individus en combinaison d'Air France effectuaient des vidanges et autres opérations de ce genre.

Nous publions ci-dessous le témoignage d'un délégué CFDT présent dans l'atelier SSL au moment de l'intervention des cadres.

F.M.



L'un des 4 Concorde en réfection de peinture, bloqué par la grève des peintres, a été sorti par les cadres avec l'appui de la police.

1 h 30 samedi : la «haute volée» intervient

Témoignage d'un délégué CFDT

«Vendredi soir 11 heures, un agent de piste avait constaté que la fourche du «Concorde» et un tracteur avaient été mis de côté, par quelqu'un qui était inconnu du service. Les travailleurs de la piste sont venus prévenir les grévistes en disant qu'il était possible qu'il se passe quelque chose.

On a appris que la police préparait une opération vers 1h30 du matin. Puis ils ont donné l'ordre à des mécanos de se mettre de côté. Certains revenant d'Orly Sud avaient assisté à un contrôle renforcé de la police. Tous ces indices confirmaient nos présomptions. D'un seul coup on a vu arriver une dizaine de voitures particulières qui ont foncé à l'entrée et on a eu la surprise de voir arriver tous nos cardres supérieurs, la «haute volée», en tenue sportive, il y en avait même un qui avait des rangers... Ils ont ouvert les portes de l'atelier, et ont retiré les cales de l'avion. On était 20 ou 25. On a protesté mais il y avait des civils. Il y en a un qu'on a reconnu, on avait déjà eu affaire à lui en 75, c'est un officier de police. On ne voulait pas provoquer de bagarres et en plus on avait été condamnés par le tribunal à l'expulsion sans délai. Ils ont sorti «le Concorde» et ils l'ont mis sur la piste un peu plus loin. Lundi à 6 heures du matin on a distribué un tract intersyndical CGT et CFDT. Dès leur arrivée au travail, on appelait les gars à une assemblée à 10 heures. Là on a fait l'information ; les gars sont partis en groupes et en délégation dans les différents services et les chefs de divisions qui avaient participé au coup de main se sont fait engueuler.

Puis on s'est rendu en manifestation à Orly Nord, dans l'aérogare. On a appris que des agents qui travaillent directement sur Concorde à Roissy venaient faire un visite pour que le Concorde vole jusqu'au Bourget. On nous a laissé entendre que l'avion serait repeint là bas.

Pendant que les gars se rendaient dans les différents services, à quelques uns on est resté auprès du Concorde. Quand les mécaniciens de Roissy sont arrivés, ils nous ont demandé : *«on peut travailler?»* on leur a dit : *«non vous ne travaillerez pas», «ils ont dit ah, bon eh bien on ne travaillera pas»* et cela s'est passé comme cela».

• AFPA Montreuil : c'est reparti

Mardi, les représentants des employés de l'AFPA de Montreuil devaient être reçus par Boulin, sur le problème du transfert du siège de Montreuil à Bordeaux. En fin de compte, Boulin ne les a pas reçus. Les employés sont donc repartis en grève, ont remis en place les commissions, après quelques jours de suspension de leur mouvement.

téléphonez au quotidien 636 73 76

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

• Solijouet (Dreux) : 600 millions de bénéfices et 118 licenciements

118 licenciements : c'est la décision que vient de prendre la direction de l'entreprise Solijouet située à Oullins dans la région de Dreux. Cette société représente 50 % des effectifs du groupe *«Le jouet français»*, c'est-à-dire 381 salariés et emploie une majorité de femmes. Le motif du plan de chômage qui vient d'être présenté ? Des *«difficultés»* bien sûr. En fait, Solijouet, en quelques années, a réalisé près de 80 millions (anciens) de bénéfices, qui ont été obtenus par des cadences particulièrement démentielles. Les ouvriers et ouvrières, lors d'une conférence de presse, tenue en fin de semaine dernière, ont clairement fait connaître leur intention de se battre, avec leur section syndicale CGT, contre ce mauvais coup.

• Sotracomet (Hagondange) : nouvelle bataille pour l'emploi

Parallèlement à l'arrêt de travail effectué dans la journée de vendredi, les 220 travailleurs de Sotracomet (Hagondange) multiplient les actions depuis quelques jours : manifestations, blocage d'un carrefour lundi à Metz, de 11 heures du matin à 5 heures du soir, collages d'affiches, occupation de l'étude du syndic chargé de la sale besogne de liquider l'usine : les travailleurs de la société lorraine, spécialisée dans la transformation des métaux, sont en effet engagés une fois de plus dans une bataille pour la sauvegarde de leur emploi ; ils sont licenciés depuis le 2 janvier sans toutefois avoir encore reçu leurs lettres de licenciements. Ce n'est pas la première fois que les travailleurs de Sotracomet ont à lutter pour leur emploi. On se souvient qu'en octobre 1975, ils engageaient la bataille contre une première fermeture. Plusieurs mois de lutte, dans des conditions parfois difficiles, permettaient la réembauche d'une partie des travailleurs.

• Languedoc Roussillon : quand le PCF va trop loin

Le quotidien du PCF *La Marseillaise* avait jugé bon d'annoncer une proposition de la CGT d'organiser des Etats Généraux du Languedoc et du Roussillon sous ce «chapeau» : *«Contre l'élargissement du Marché commun»*. Le Comité régional de la CGT a exprimé *«sa surprise»* et sa *«profonde inquiétude»* devant cette ingérence : *«Il y a des appréciations différentes dans le mouvement syndical sur ce problème : il n'est pas question d'en faire un préalable qui risquerait de bloquer toute action commune»*.

• Toulouse, Labruguière, Arles : menaces sur l'emploi

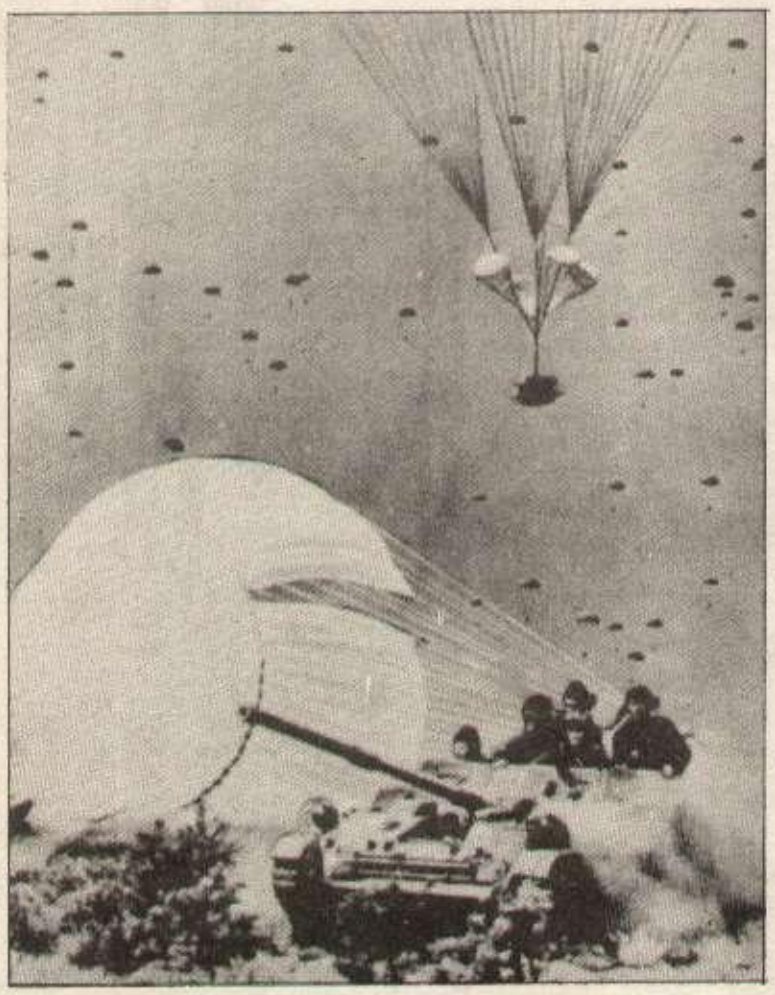
A Toulouse, c'est l'usine de fabrication d'engrais Azote Produits Chimiques (APC) qui est menacée de 1 000 licenciements. Les ouvriers d'APC ont commencé à alerter la population en tenant un stand, samedi dernier, au centre de Toulouse.

— A Labrugière, entre Castres et Mazamet (dans le Tarn), l'usine Isorel est occupée depuis près de deux semaines par la quasi totalité des 250 travailleurs. Le PDG de l'entreprise n'est autre que Claude Alain Sarre, ancien PDG de Citroën, et président de la Lainière de Roubaix, qui s'y connaît en matière de licenciements. Autour des ouvriers, la solidarité s'organise : samedi, un bal de soutien s'est tenu à la MJC de la petite ville. Quelques jours plus tôt, une réunion d'information avait rassemblé trois cents personnes. Il est question d'organiser une «journée ville morte» à Mazamet.

— A Arles, les deux principales boîtes, les Constructions mécaniques de Provence et les Papeteries Etienne projettent de licencier. Le 12 janvier, la CGT des Papeteries Etienne déclenchait l'occupation, pour la garantie de l'emploi. Une occupation qui aura duré 5 jours, mais qui est un avertissement à la direction.

le quotidien du peuple — l'humanité rouge

L'Europe, point-clé de la rivalité URSS - USA



Les troupes aéroportées soviétiques

EFFORT DE GUERRE SANS PRECEDENT DE L'URSS (2)

● L'intérêt que les Etats-Unis portent à l'Europe depuis la dernière guerre est bien connu. Les efforts déployés par ceux-ci pour établir puis préserver une position dominante à travers mille liens politiques, économiques , financiers et militaires font l'objet de l'attention vigilante des peuples d'Europe. Mais il est aujourd'hui révolu le temps de la suprématie planétaire incontestée de l'impérialisme américain. Depuis plus de dix ans l'URSS a surgi comme un rival tout à fait menaçant.

L'agression soviéto-vietnamienne au Cambodge, s'ajoutant à une liste déjà longue d'interventions en Afrique et dans le golfe Persique, a attiré l'attention sur les progrès de l'expansion soviétique dans le monde. Le fait que la pénétration de l'URSS s'effectue aujourd'hui à distance de l'Europe ne signifie pas que celle-ci soit en dehors des visées, bien au contraire.

En créditant l'URSS d'intentions pacifiques ou en arguant de l'équilibre atomique de la terreur, certains s'évertuent aussi à croire que l'Europe est à l'abri des appétits soviétiques. Pourtant pour répondre à la question de savoir si l'Europe est ou non menacée, l'examen des faits vaut mieux que les spéculations sur les déclarations de bonnes intentions dont Moscou est prodigue.

Course aux armements

En premier lieu, c'est l'accès à la parité nucléaire avec les USA sur les plans quantitatifs aussi bien que qualitatifs qui a consacré l'URSS dans sa position de superpuissance ayant une dimension planétaire.

Le contrôle et le maintien de cet équilibre nucléaire fournit depuis des années l'argument à d'interminables négociations américano-soviétiques sur la limitation des armements stratégiques. En fait de limitation, chacun sait que ces discussions ne font que couvrir une course frénétique aux armements, chacun se prévalant de pouvoir raser dix fois le territoire de l'autre. C'est ainsi que l'arsenal atomique qui s'élevait en 1972 à 7 000 ogives nucléaires pour les Américains et à 2 600 pour les Soviétiques a été multiplié depuis par 4 pour les premiers et par 12 pour les seconds. Le tout bien entendu en respectant les divers accords signés depuis six ans. Cette situation de surarmement nucléaire sert de fondement à l'idée fort répandue en Europe que le danger d'un nouveau conflit mondial serait définitivement conjuré : puisqu'il équivaudrait du fait des armes atomiques à un suicide collectif. Comme si la seule hypothèse possible était celle d'une conflagration atomique généralisée, ce qui de l'avis quasi-unanime des experts est loin d'être le cas. D'autre part, il s'est trouvé récemment des experts militaires pour calculer froidement le nombre de millions de morts qu'entraînerait un conflit nucléaire, et le présenter comme supportable pour chacune des deux superpuissances. En effet, les bavardages sur la prétendue détente et sur l'équilibre stratégique ont soustrait à l'attention de beaucoup de gens la réalisation accélérée par les Soviétiques d'objectifs militaires sans précédent non seulement dans le domaine nucléaire mais également dans le domaine naval et conventionnel.

En témoignent notamment les hausses imposées aux budgets militaires des pays membres du Pacte de Varsovie. La Pologne a dû accroître ses dépenses de 104 % et la RDA de 206 %. Au total, sur cette période de dix ans, les pays du Pacte de Varsovie autres que l'URSS subissaient une augmentation de 115 % de leurs dépenses de guerre. L'effort exigé par Moscou est tel que cette année le gouvernemnt polonais s'est déclaré incapable de maintenir ce rythme de croissance militaire.

Un vaste dispositif d'encerclement de l'Europe

L'ampleur de la menace militaire soviétique qui pèse sur l'Europe semble être démentie par les directions qu'a pris ces derniers temps l'expansion soviétique. En effet, si la situation reste tendue en Europe, c'est l'Afrique, le Moyen Orient, la Mer Rouge, la région du golfe Persique, et l'Asie du Sud-Est qui constituent aujourd'hui les points chauds de la rivalité américano-soviétique. Mais si l'on y regarde de près, la stratégie des Soviétiques, loin de les détourner de l'enjeu européen, représente la trame d'un vaste dispositif mettant l'asphyxie de l'Europe à la portée de Moscou. L'Europe est presque entièrement dépendante pour sa survie (comme pour sa défense) d'approvisionnements extérieurs en matières premières notamment énergétiques. Elle se trouve ainsi dans une position quasi-insulaire face à une URSS aux dimensions continentales disposant de ressources considérables et d'approvisionnements sûrs. Or, c'est justement la lutte pour le contrôle des sources d'approvisionnement de l'Europe et des grandes voies d'acheminement maritimes qui est le mobile de l'effort d'expansion soviétique à l'heure actuelle. De l'Afghanistan à l'Ethiopie, en passant par le Yemen, les positions acquises par l'URSS lui permettent d'exercer son contrôle sur le trafic venant de la mer Rouge et de menacer ou contrôler les principales ressources pétrolières des pays occidentaux. En Afrique la mainmise exercée sur l'Angola (qui dispose du plus grand port en eau profonde de toute la façade atlantique de l'Afrique) ainsi que les tentatives répétées pour prendre pied au Zaïre, le tout par Cubains interposés, visent à couper l'Afrique en deux et à s'infiltrer en Afrique australe. Dans le Sud-Est asiatique, la récupération par les Soviétiques des bases américaines au Vietnam a considérablement augmenté leur capacité à intervenir au Cambodge et les menaces sur la Thaïlande et les autres pays de la région, outre qu'elles font partie de manœuvres pour encercler la Chine, visent à contrôler l'approvisionnement en matières premières du Japon et les communications entre le Pacifique et l'Océan Indien. On pourrait ajouter à ce tableau les positions naturellement acquises au Nord de l'Europe, aux frontières de la Norvège. C'est à partir de cette région de la presqu'île de Kola transformée en gigantesque base militaire que l'URSS exerce son contrôle sur l'Atlantique Nord, se réservant la possibilité en cas de guerre, de couper les communications entre l'Amérique et l'Europe.

On voit donc que l'URSS poursuit avec acharnement la mise en place d'un dispositif planétaire tout entier centré sur l'Europe qui demeuse l'ultime objet de leur convoitise.

Des forces conventionnelles et une marine destinées à l'agression

Dans le domaine conventionnel la supériorité des troupes du Pacte de Varsovie sur le théâtre européen n'a cessé de se renforcer, résultat de l'effort considérable imposé par Moscou. Sur les 166 divisions dont disposait l'URSS en 1976, 123 étaient placées face à l'Europe et 43 à l'Est, face à la Chine. Ces divisions dont les effectifs ont été considérablement gonflés depuis la guerre (de 11 000 à 14 000 hommes tandis que celle de l'OTAN sont tombées de 15 000 à 10 000) sont hautement mécanisées. C'est ainsi que le Pacte de Varsovie est capable de déployer trois fois plus de chars de combat que l'OTAN : 57 200 chars contre 16 900. Il en va de même pour les matériels d'infanterie mécanisée : 55 000 contre 24 000. La seule barrière que l'OTAN semble en mesure d'opposer résiderait dans sa supériorité en forces nucléaires tactiques.

Le rapport des forces se trouve amélioré en faveur de l'URSS par la situation géographique. Tandis que quelques centaines de kilomètres seulement séparent l'Europe occidentale des blindés soviétiques, c'est plus de 5 000 km au dessous de la mer que devraient franchir les forces américaines pour opérer en Europe (les troupes américaines stationnées en Europe totalisent un effectif de l'ordre de 300 000 hommes). La nature agressive du dispositif militaire du Pacte de Varsovie apparaît encore mieux si l'on tient compte de l'importance accordée aux troupes aéroportées et aux matériels de débarquement qui mettent les arrières européens et même les côtes à portée de l'URSS. C'est ainsi que l'URSS a multiplié la construction d'hélicoptères lourds capables de transporter 65 hommes à 300 km/h sur une distance de 250 km. Elle dispose même d'hélicoptères géants «Homer» (le plus grand du monde) d'une capacité de 35 tonnes. Autre exemple, la création par les Soviétiques d'un corps de «marines» en tout point semblable à celui utilisé par les USA dans leurs guerres d'agression.

Dans le domaine naval, sans avoir encore atteint le niveau de la flotte US, l'URSS est devenue en dépit de sa situation géographique, une puissance maritime de premier ordre, capable d'assurer une présence sur tous les océans et sous toutes les latitudes. On est bien loin de la défense côtière dont était dotée l'URSS dans la période d'après guerre. Aujourd'hui, la flotte soviétique répond en tous points aux objectifs qu'avait fixés pour elle l'amiral Gorchkov, maître d'œuvre de cette nouvelle Armada. Celui-ci déclarait dès 1967 : «*La marine soviétique est devenue dans toute l'acceptation du terme, une force armée offensive à longue portée... capable d'exercer une influence décisive au cours d'un conflit armé sur des théâtres d'opérations militaires étendus... et de soutenir les intérêts maritimes de l'État en temps de paix*». Et il ajoutait un peu plus tard : «*Couper les lignes de communications océaniques, et les artères qui alimentent le potentiel militaire et économique de ces pays (les pays occidentaux) continue d'être une mission de notre marine de guerre*».

Une dizaine d'années plus tard, le bilan est éloquent. Alors que les bâtiments russes totalisaient en 1965, 8 000 jours de présence en mer (hors de la zone soviétique), ce chiffre était passé à 53 000 jours en 1974 dont 20 000 en Méditerrannée, 14 000 en Atlantique et plus de 10 000 dans l'Océan Indien.

Cette flotte commence à disposer en surface d'équipements analogues à ceux de l'US Navy tels que croiseurs porte-hélicoptères, porte-avions de 38 000 tonnes et bientôt de 60 000 tonnes. Quant à la flotte sous-marine, elle est composée d'environ 150 bâtiments dont plus de la moitié sont à propulsion nucléaire ; les missiles dont elle est porteuse mettent en permanence à sa portée n'importe quel point de la planète. Ces données à elles seules ne suffisent pas à rendre compte de la puissance soviétique sur mer. Il faut les compléter par l'existence d'une flotte de pêche, la première du monde, d'une flotte marchande et océanographique qui en sont les auxiliaires directs (tout le monde connait par exemple les étranges «missions» qui sont confiées aux chalutiers-espions).

Le *Pacific Fisher* déchargé

«IL Y A DU LINGE SALE A LAVER !»

Point de vue d'un responsable du CRILAN de Cherbourg

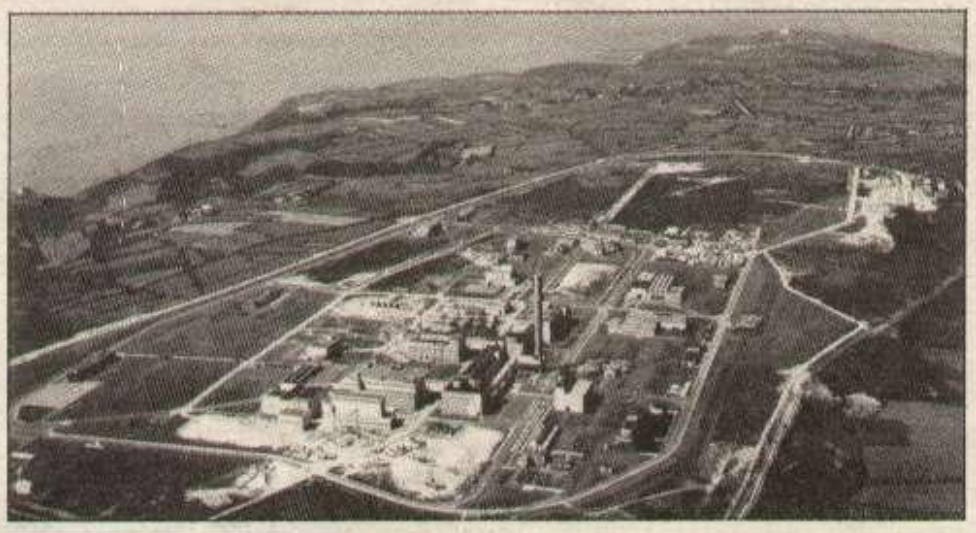
● La journée du lundi 22 janvier restera, à coup sûr, longtemps gravée dans les mémoires cherbourgeoises. D'une part parce que l'arrivée du cargo britannique et de ses déchets nucléaires japonais concrétisait le mépris du pouvoir et de la COGEMA envers les habitants du Cotentin et leurs aspirations à ce que leur région soit autre chose qu'un dépotoir nucléaire international. Mais aussi, pour l'important dispositif policier déployé avec du matériel encore jamais vu à Cherbourg, chevaux de frise, canons à eau... comme si l'Etat leur avait déclaré la guerre. Nous avons demandé à Didier Anger, animateur du Crilan local de nous faire part de ses premières impressions après l'imposante manifestation.

Le déploiement policier, ainsi que les violences qu'il déclencha, n'aura certainement pas été étranger à la détermination des manifestans, chez qui la révolte avait rejoint la colère. Et ils étaient nombreux à l'exprimer ce lundi. Même 68 n'aura pas vu autant de monde dans les rues de Cherbourg, entre 5 000 et 7 000, pour un appel strictement local, sur une plate-forme de dix huit organisations, écologiques, syndicales, politiques (à l'exclusion du PCF) et paysannes.

CERTAINS N'ONT PAS JOUE LE JEU

L'un des animateurs du Crilan de Cherbourg (comité régional d'information et de lutte antinucléaire), Didier Anger, nous a fait part de ses impressions. *«Les organisations signataires avaient pour but de s'opposer au déchargement, sauf la CGT et la FEN, qui se contentaient de protester»* nous explique-t-il. Or, à Cherbourg, les marins pêcheurs, les cheminots, les dockers sont essentiellement organisés autour de la CGT, qui, de fait, tenait par ses militans et ses adhérents les points stratégiques de cette opération ; il n'y a donc pas eu opposition au déchargement. Au contraire puisque, continue notre interlocuteur, *«c'est un responsable CGT qui a été amené par une voiture de la direction, et le déchargement s'est fait sous sa surveillance». «Pour nous,* explique le responsable du Crilan, *dès le départ on a eu comme perspective de faire l'unité populaire la plus large, mais la CGT n'a pas joué le jeu».* Ainsi les autres signataires s'étaient fixé comme objectif, non seulement de protester mais aussi de s'opposer. A cet effet, la CFDT et le SGEN devaient lancer un mot d'ordre de grève au cas où le navire aurait accosté le matin ; certaines sections CGT aussi, en opposition avec la direction locale. Le bateau étant arrivé en milieu d'après-midi...

Alors que les flics faisaient sauvagement usage de leurs grenades de tous genres, que des manifestants dressaient des barricades sur la voie ferrée *«dès 19 h 30,* explique Didier Anger, *la CGT voulait dissoudre la manifestation. La CFDT a fait traîner les choses, en disant :* «On tranchera à 20 heures». *Ça a duré jusque 20 h 30, et à cette heure-ci on a entendu au micro quelqu'un dire :* «Les 18 organisations viennent de se rencontrer, la manifestation est dissoute». *J'étais un des organisateurs au titre du Crilan, je n'avais pas encore eu le temps de rejoindre la voiture sono. En fait, la dissolution s'est faite à l'appel seulement de quelques unes des organisations, la CFDT comprise. Je crois qu'au dernier moment, entre la solidarité PS, CGT, etc. et la solidarité avec les antinucléaires, elle n'a pas franchi le pas...»*



PAS PRETS A SE TROMPER

«Notre objectif, nous ne l'avons pas réalisé, puisque le convoi de déchets est parti, continue-t-il, *mais nous ne considérons pas la manifestation comme un échec, dans la mesure où elle a été la plus forte qu'il y ait eu à Cherbourg. Par ailleurs, les gens étaient déterminés, plus déterminés que jamais, mais pas prêts à se tromper d'objectifs et à casser n'importe quoi. Il n'y a pas eu de vitrines brisées dans le centre ville même lorsque les CRS ont poursuivi les manifestants. Et au moment de la «dispersion», une partie importante d'entre eux est restée sur place».* Traduisant le sentiment des manifestants à ce moment-là, notre interlocuteur explique : *«La CGT, on a bien vu ce qu'elle voulait faire, et la CFDT, elle, était plus forte en paroles qu'en actes. Certains manifestants disaient :* «Il y a du linge sale à laver», *c'est-à-dire qu'il faut faire le bilan de l'unité d'action. S'il faut rechercher l'unité d'action, il faut savoir sur quels objectifs, et ne pas tout miser sur cette unité, mais il est nécessaire aussi pour le mouvement antinucléaire d'avoir sa propre activité indépendante».*

«Pour nous, l'heure est au bilan, nous n'avons plus de Pacific Fisher *à nous mettre sous la dent. Il faut arrêter un moment, réfléchir pour repartir ! Ce qui est notoire pour nous, c'est que La Hague est en train de devenir la poubelle atomique du monde, mais aussi le supermarché du plutonium. Le Japon va essayer de récupérer le plutonium, et sûrement pas à des fins pacifiques. C'est de l'ironie du terme* Pacifique Pêcheur, *c'est de l'humour britannique sûrement ! On ne retraite pas vraiment, et on n'arrive plus à stocker à la Hague. Il est important,* conclut Didier Anger, *que le mouvement antinucléaire soit fort localement, nationalement et internationalement, autrement, les apprentis sorciers du grand capital risquent de faire de sacrées conneries !»*

P.C.

«Il serait criminel...»

Le PCF ne faisait pas partie des organisations signataires de la plate-forme contre le déchargement des déchets japonais. Au contraire, il menait une contre-campagne, prétextant la sauvegarde de l'emploi, et expliquant que les déchets étrangers n'étaient pas plus dangereux que les français ! Certes, en l'occurence ils le sont autant, et traités dans des conditions qui sont loin de garantir la sécurité des travailleurs de La Hague et les habitants de la région, de récents accidents le confirment. Et le PCF emboîtait le pas au préfet de la Manche, claironnant : «Il serait criminel de ne pas accepter le nucléaire» ! *A n'importe quelles conditions ?*

CHIRAC : «EN MON NOM PERSONNEL...»

● La conférence de presse de Chirac, attendue comme un grand événement politique, n'aura pas été fracassante. On en remarquera surtout la volonté de se situer au-dessus des partis : ce n'est pas en tant que chef du RPR, ni en tant que maire de Paris qu'il prenait la parole, mais en son nom personnel. Le même souci apparaît dans la composition de la liste européenne qu'il patronnera.

Les deux points-clés de la conférence de presse étaient évidemment la question européenne, et les rapports de Chirac avec le gouvernement, questions d'ailleurs liées.

La position du RPR est des plus ambiguës dans ses relations avec le gouvernement : comment se démarquer du gouvernement pour rallier les mécontents, alors que l'on est membre de la majorité ?

Avant les élections, il était possible au RPR d'espérer, en cas de victoire de la gauche, apparaître comme un parti de «recours» rassemblant les mécontents qu'auraient fait une politique de gauche ; la droite étant demeurée au pouvoir, c'est une tactique évidemment plus compliquée qui est de mise : il ne saurait être question pour le RPR de provoquer une crise gouvernementale, ce qui fait que ses rapports avec le gouvernement ressemblent à une série de coups de gueule immédiatement suivis du vote des projets gouvernementaux. La seule exception notable ayant été un vote sur le financement de la campagne européenne.

Sur le plan des rapports avec le gouvernement, rien ne changera apparemment, à en croire Chirac lançant des attaques contre la politique gouvernementale, et rappelant d'une même voix qu'il est membre de la majorité, et qu'il n'est pas question de provoquer une crise gouvernementale.

LA QUESTION EUROPEENNE

Mais c'est bien évidemment sur l'Europe qu'a porté l'essentiel de ses propos. A ce sujet, il a annoncé la constitution d'une liste : *«pour la défense des intérêts de la France en Europe»* ; les membres élus de cette liste devront démissionner au bout d'un an de mandat pour laisser la place aux suivants sur la liste. Il ne s'agira donc pas d'une liste exclusivement RPR. On doit sans doute y voir une réponse à l'UDF qui a annoncé qu'elle constituerait une liste nommée «grande équipe de France», plus ouverte que l'UDF, sans doute dans l'espoir de racoler des gaullistes en désaccord avec leur chef de file.

Mais plus fondamentalement, il s'agit probablement pour Chirac d'apparaître se placer au-dessus des partis, selon un thème bien gaullien. C'était déjà «en son nom personnel» qu'il avait lancé son «appel de Cochin», et qu'il tenait cette conférence de presse. Sans doute pour le succès même de sa liste aux élections européennes, convient-il de ne pas se présenter trop nettement au nom du RPR, qui a pu se déconsidérer par ses louvoiements face à Giscard, et obtenu, en mars 1978, un nombre de suffrages inférieur à ce qu'il escomptait.

Mais probablement aussi, dans l'optique des présidentielles de 1981, convient-il pour lui de se donner une image plus détachée des querelles politiciennes, pour pouvoir apparaître à ce moment comme autre chose que le candidat d'un parti.

François NOLET

● Lourdes condamnations pour les «autonomes»

La 23e Chambre correctionnelle de Paris a condamné lundi les quatre «autonomes» arrêtés à la suite de l'action du quartier de Saint-Lazare. Les peines ont été très lourdes, proches du maximum prévu par la loi. Lionel Gracindo, dix-huit ans, et Vincent Hervoir, vingt-deux ans, ont été condamnés à quatre ans de prison ferme, Patrick Pennognon, vingt-et-un ans à trois ans, dont un avec sursis.

La justice a donc décidé de frapper fort, comme le lui avait recommandé le gouvernement, dans le cadre de sa campagne sur l'insécurité qui ne lésine pas sur les moyens. Aux abords de la salle du procès, les flics assuraient une présence nombreuses et voyante, interpellant tout jeune aux cheveux longs. Ils ont procédé à plusieurs dizaines d'interpellations.

● Chaban-Delmas perd son poste

Chaban-Delmas vient de perdre son poste de président du Conseil régional d'Aquitaine au profit du socialiste André Labarrère, maire de Pau et député. C'est ainsi la fin d'une longue tradition qui voulait que Chaban-Delmas soit élu grâce à des voix socialistes. Au premier tour, il avait obtenu 37 voix contre 33 à Labarrère, et 4 au candidat PCF. Après des tractations de couloirs opérés par Labarrère, c'est ce dernier qui est passé au second tour avec 37 voix contre 33 à Chaban-Delmas et 4 au PCF.

Nouvelles de RFA

«LIBERALISATION» DES INTERDICTIONS PROFESSIONNELLES : UNE MANOEUVRE POUR TROMPER ET DIVISER

Sept ans après l'adoption, par les ministres-présidents des laender et le *«chancelier des réformes»* Willy Brandt, du *«décret contre les extrémistes»*, celui-ci doit être libéralisé. Au lieu de consulter systématiquement le *«Verfassungsschutz»* (les renseignements généraux ouest-allemands) pour savoir si un candidat à la fonction publique milite dans une organisation *«extrémiste»*, les administrations des laender ne procèderont désormais à une enquête que si des *«indices réels permettent de supposer qu'un candidat ne remplit pas les conditions indispensables à l'entrée dans la fonction publique»*. C'est ce que vient de décider le gouvernement fédéral, dont le ministre de l'Intérieur, G. Baum, devait constater que la pratique adoptée jusqu'à maintenant avait *«fait perdre plus de substance démocratique à la RFA qu'elle ne lui en a fait gagner»*.

Un pas vers l'abolition des interdictions professionnelles et du flicage d'opinion systématique ? Certainement pas. Le flicage continue de plus belle, seulement, il aura lieu après l'embauche, pendant la période probatoire du candidat. Le nouveau réglement présente, par contre, des avantages non négligeables pour le gouvernement fédéral : il pourra améliorer son image quelque peu discréditée de défenseur de la démocratie libérale, en éliminant les aspects les plus voyants et les plus repoussants en apparence du décret contre les extrémistes. La procédure gagnera en efficacité : certes, l'État ouest-allemand ne jugera plus utile de savoir si tel candidat a participé, pendant ses études par exemple, à telle manifestation, a diffusé des tracts, donné sa signature pour telle ou telle pétition. Mais ce candidat sera surveillé de très près une fois qu'il aura un poste. Manifestement, le million d'enquêtes effectuées auprès du Verfassungsschutz n'a pu empêcher que des *«ennemis de l'Etat»* se trouvent encore aujourd'hui dans la Fonction publique. Par un flicage plus orienté, il s'agit de venir à bout des contestataires et de tuer dans l'œuf toute contestation qui pourrait naître à l'intérieur même des services publics.

Et encore : la prétendue *«libéralisation»* du décret contre les *«extrémistes»* doit diviser le font de lutte contre les interdictions professionnelles. Jusqu'à maintenant, parmi les *«interdits»* se trouvaient bon nombre de militants du parti révisionniste DKP. Aujourd'hui, on ne leur conteste plus l'accès à la fonction publique. Ainsi espère-t-on isoler les forces révolutionnaires, isoler tous ceux qui, contrairement au DKP, luttent de façon conséquente contre l'ordre capitaliste et l'Etat bourgeois.

INCAPABLE DE PRÈSENTER UN PROJET POLITIQUE ORIGINAL

Le chef du Parti chrétien-démocrate Helmut Kohl, a pu sauver sa tête de justesse. S'il a maintenu sa double fonction de chef de la CDU et dirigeant du groupe parlementaire chrétien-démocrate au Bundestag, fonction que lui a contesté son ancien secrétaire général Biendenkopf, ceci n'est certainement pas dû à un large appui dans son parti, mais à la crainte de tout éventuel successeur de perdre, à la place de Kohl, les législatives de 1980 contre Schmidt.

En effet, le parti chrétien-démocrate semble particulièrement en perte de vitesse par rapport au SPD. Alors que Schmidt s'affirme sur la scène internationale (comme lors du sommet de Bonn en juillet) ou de la rencontre de la Guadeloupe récemment), que les positions qu'il développe en matière de politique étrangère, d'économie, de politique de sécurité, ne se heurtent à quasiment aucune contestation parlementaire, la CDU ne saurait aujourd'hui présenter un projet plus convaincant pour la bourgeoisie ouest-allemande. Exemple particulièrement parlant pour ce manque d'alternative politique (et qui d'ailleurs semble être directement lié à la campagne contre Kohl) : la grève dans la sidérurgie. Pendant que le SPD, de concert avec les dirigeants syndicaux, intervenait activement dans cette lutte, en soutenant d'abord en paroles la revendication des 35 heures, puis en essayant de limiter les dégâts, de diviser, de briser la combativité des travailleurs, la CDU ne disait rien, laissant aux patrons de l'acier et à la social-démocratie la tâche d'en finir avec cette grève.

Reste donc comme alternative à la bourgeoisie allemande la CSU bavaroise de Franz-Josef Strauss, formation ouvertement réactionnaire qui d'ailleurs a entamé depuis longtemps une campagne contre la *«faiblesse»* de la CDU sous la direction de Kohl, et continue de laisser planer, à l'égard de ce *«parti frère»*, la menace du *«quatrième parti»*, c'est-à-dire d'une CSU concurrençant la CDU au niveau national.

Anne RHEIN

IRAN

LES MANOEUVRES POLITIQUES SE MULTIPLIENT A LA VEILLE DU RETOUR DE KHOMEINY

● A mesure que le retour de l'Ayatollah Khomeiny approche, les défections dans le conseil de Régence se multiplient, tandis qu'on assiste au ralliement du Parti Toudeh au projet de République islamique. Le président du conseil de Régence a non seulement démissionné , mais il a également dénoncé l'illégalité de cet organisme dans une lettre adressée à Khomeiny, laissant au Premier ministre l'armée comme seul soutien. Cette dernière, par l'intermédiaire de son chef d'état-major, a assuré que l'ordre serait maintenu lors du retour vendredi de Khomeiny. De plus en plus conscient de l'incapacité de l'actuel gouvernement à trouver une issue à la crise, l'impérialisme américain multiplie les manœuvres en direction de l'opposition religieuse dont il ne met plus en doute l'arrivée au pouvoir. L'URSS semble également considérer pour acquis la création d'une république islamique en Iran, ce qui indique le revirement de la presse soviétique en faveur de Khomeiny.

La situation en Iran reste suspendue au retour de Khomeiny qui pourrait être rapidement suivi de la création d'une république islamique. En effet, les ralliements à l'opposition religieuse et les défections du côté du gouvernement se succèdent à un rythme effréné depuis quelques jours. Ainsi, après avoir assisté à la démission du Président du Conseil de régence et à son ralliement à l'Ayatollah lundi soir, le parti Toudeh (parti révisionniste) vient de faire savoir dans un communiqu'il *«approuve entièrement l'initiative de l'Ayatollah Rouallah Khomeiny pour la constitution du Conseil de la révolution islamique»*.

LE PARTI TOUDEH PREND LE TRAIN EN MARCHE...

Cet événement politique important montre combien les révisionnistes iraniens tiennent à avoir une place au pouvoir ; ils ne sont pas regardant sur les moyens, essayant de se faire porter par le mouvement de masse, actuellement sous la direction de l'opposition religieuse, pour le détourner à leur profit dès que l'occasion se présentera. Le parti Toudeh n'est pas à un reniement près lorsqu'il poursuit en déclarant : *«Le programme politique de l'Ayatollah Khomeiny pour une république islamique telle que lui-même l'envisage dans ses évaluations et positions coïncide avec celles du Parti Toudeh d'Iran, dans l'étape actuelle»*. Dans une interview accordée à l'hebdomadaire américain *Newsweek*, Noureddine Kianouri secrétaire général du Parti Toudeh, précise : *«Il ne s'agit pas d'une tactique temporaire de notre part, mais d'une position sérieuse et claire»*. Au journaliste qui lui demandait combien de temps l'Ayatollah Khomeiny et le Parti Toudeh feraient route ensemble, il répondit : *«Pendant longtemps. Je crois qu'il n'y a pas de différence fondamentale entre le socialisme scientifique et le contenu social de l'Islam. Au contraire, ils ont beaucoup de choses en commun»*. La preuve en est pour le dirigeant du Parti Toudeh que *«beaucoup de pays socialistes ont une population musulmane et n'ont pas de problème avec elle»*.

...AINSI QUE L'URSS

L'URSS, quant à elle, fait désormais l'éloge du dirigeant religieux maintenant sur les marches du pouvoir, alors qu'il n'y a pas si longtemps, la *Pravda* dénonçait le haut clergé islamique. Un revirement qui coïncide de manière troublante avec le récent ralliement du Parti Toudeh aux thèses de Khomeiny. Le 22 janvier, le journal soviétique *Les Izvestia*, écrit : *«Certes dans le programme de cette personnalité politique religieuse, beaucoup de points ne correspondent pas à la position des forces de gauche laïques et possèdent leurs particularités islamiques. Mais la propagande occidentale cherche à utiliser ces différences objectives pour enfoncer un coin entre les composantes du mouvement de masse en Iran»*. La position soviétique change donc brusquement à la veille du retour de Khomeiny en Iran. On est loin des propos écrits par la *Pravda* dans un article du 4 novembre dernier : *«A Qom, l'un des principaux centre religieux, enflammé par les prêches des ayatollahs, des milliers de gens descendirent dans la rue... Le haut clergé voulait utiliser le mécontentement des larges masses dans ses propres buts»*.

LES LOUVOIEMENTS DE L'IMPERIALISME US

Pour sa part, le gouvernement américain ne montre aucune illusion dans la possibilité pour le gouvernement Bakhtiar de se maintenir au pouvoir. La presse américaine se fait l'écho des louvoiements de l'impérialisme US qui, contraint d'admettre son échec, est obligé de compter avec Khomeiny et l'éventualité de plus en plus probable de la création d'une république islamique. Il faut continuer à *«surveiller les faiblesses et les points forts de l'Ayatollah Khomeiny. Dans tous les cas, ce qu'on peut attendre de la situation ne sera pas forcément défavorable aux intérêts américains»*. C'est ce qu'écrivait le *Washington Post* du 17 janvier 1979.

Le *New York Times* daté du lendemain affirme que *«avec son pouvoir sur les masses, il y a une forte probabilité que Khomeiny réussisse»*. Plus récemment encore, la presse américaine a accueilli favorablement les déclarations de Khomeiny dénonçant *«ceux qui créent des troubles et sèment le désordre»* en tablant, faute de mieux, sur le *«retour au calme»* en Iran, que seul un gouvernement islamique semble capable aujourd'hui de garantir.

Si les Etats-Unis manœuvrent pour préserver au mieux leurs intérêts en Iran, l'URSS poursuit une politique prudente de «Real Politik», se plaçant dans l'hypothèse probable d'un gouvernement islamique, avec lequel elle pourrait collaborer comme elle le faisait avec le Shah. Sans doute s'apprête-t-elle à voir les liens établis s'étendre du fait du recul des Etats-Unis. Mais peut-être le vrai gain du Kremlin est-il ailleurs : d'avoir pu prétexter de la présence américaine en Iran pour y affirmer un droit de regard, un droit de riposte contre les interventions étrangères dont le Kremlin déciderait seul de leur réalité. Il a vu Carter renoncer à envoyer un porte-avion, Moscou ayant signifié que c'était une intervention intolérable. Les USA ont envoyé en Arabie Saoudite une escadrille de F 15, mais désarmés ! Ce jeu dont l'Iran n'était que le prétexte, paraît avoir pour résultat que les Américains ont de fait choisi une politique d'apaisement à l'égard de l'URSS dans cette région dans l'espoir de parvenir à préserver leurs positions acquises à la frontière.

Frank ROUSSEL

Communiqués

Au sujet des événements du Sud-Est asiatique

Quelle que soit l'appréciation que nous pouvons porter sur le régime politique d'un pays, toute intervention militaire étrangère sans la demande du gouvernement en place et sans déclaration préalable de guerre est une agression condamnée par la charte de l'ONU.

En conséquence, le S 1 du lycée Couteaux à St Amand-les-Eaux :

– Condamne l'intervention vietnamienne au Cambodge, constituant un grave danger pour la paix mondiale.

– Exige le retrait immédiat de toutes les troupes étrangères du territoire cambodgien.

– Il signale, en outre, qu'il ne saurait souscrire à une quelconque théorie de la souveraineté limitée, permettant de justifier certaines agressions, et rappelle son attachement profond aux droits des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Motion adoptée par le SNES du lycée Ernest Outeaux à Saint Amand-les-Eaux 59 à l'unanimité moins une abstention

Nice

Vendredi 26 janvier à 20 h 30
Salle Bréa, 4 bd Carabacel
Réunion - débat :

LE CAMBODGE QUEL ENJEU ?
LA GUERRE MONDIALE EST-ELLE AU BOUT ?
NON A L'AGRESSION VIETNAMIENNE !

Avec la participation d'Alain Castan, de retour du Cambodge.
Organisé par le PCML et le PCR ml

le quotidien du peuple

VIE ET HABITAT, TERRAINS DE LUTTES

LES HALLES
un quartier assassiné

En matière d'urbanisme, Chirac, tout comme Giscard, ont été contraints d'abandonner, faute de moyens, les projets grandioses de leurs prédécesseurs. (1). C'est pourquoi, certaines des récentes propositions de Chirac pour l'aménagement des Halles rejoignent des revendications avancées de longue date par les habitants du quartier. Mais il est d'autres revendications que Chirac ne peut satisfaire. C'est ainsi que, du fait de la spéculation, les loyers montent et le quartier se vide de ses anciens habitants.

Hier, un quartier actif et populaire...
Demain, et déjà aujourd'hui, des boutiques de gadgets de luxe et des garçonnières pour milliardaires.

Nous avons rencontré Jean Jacques Gouret, responsable de l'Union des Champeaux, l'une des associations les plus actives du quartier. C'est elle qui, en 1974, avait obtenu la suppression du Permis de construire du CFCI, centre d'affaire international.

— QdP : Récemment, la Mairie de Paris a pris un certain nombre de décisions quant à l'avenir de l'opération des Halles. Qu'en pensez-vous ?

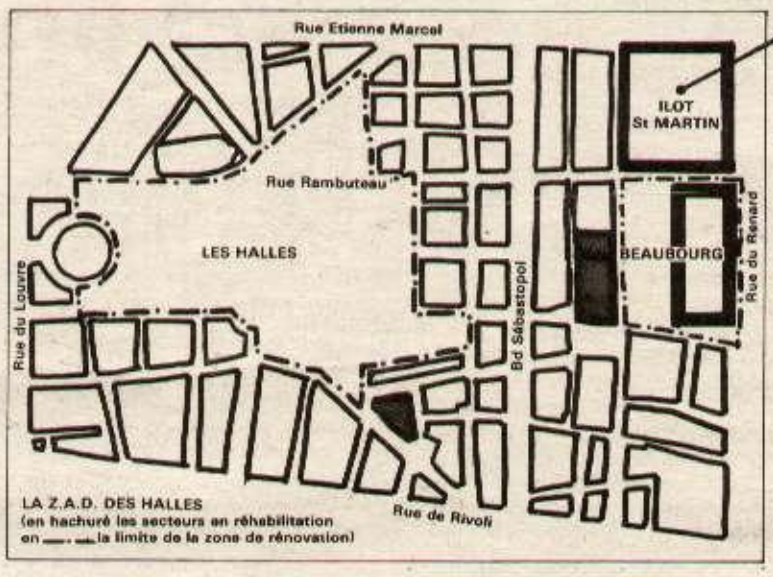
Union des Champeaux — Nous on est fortement surpris : on se bat contre ce type d'opérations depuis pas mal de temps, on a réussi à faire rectifier beaucoup de choses, et d'un seul coup, la mairie de Paris a pris deux décisions, une sur l'immeuble Boff il, une deuxième sur le Sébastopol, qui étaient deux décisions qu'on demandait.

Le 2 octobre, on avait fait une conférence de presse disant qu'il faut mettre le Sébasto en sous-sol, parce qu'on a su que, techniquement et administrativement, c'était enfin possible, alors que ça fait une dizaine d'années qu'on le disait et qu'on nous répondait qu'on était des rigolos. Vers le 15 ou le 20 octobre, Chirac dit : je mets le Sébasto en sous-sol. Très bien.

Depuis longtemps, on s'opposait à l'immeuble Boffil. On avait réussi à faire modifier la programmation qui prévoyait 70 % de «deux pièces», une hérésie dans un quartier où il n'y a déjà que des célibataires et des jeunes couples. Surtout, on s'opposait à son implantation et on demandait qu'il soit ramené à l'alignement de la rue Rambuteau, car son implantation,à cheval sur la rue Rambuteau, bouchait la pointe Saint Eustache. Le 11 octobre, on envoie un courrier à la mairie... Le 27 ou le 28, Chirac prend cette décision.

De ce côté, on est agréablement surpris, fortement dubitatifs, car c'est quand même l'équipe derrière Chirac qui a monté toute cette opération. La mairie a senti le sens de l'histoire, ou le sens du vent pour l'instant. Ils s'aperçoivent qu'il y a de plus en plus de mouvements comme le nôtre qui se créent et, soit peut-être sincèrement, c'est possible, soit simplement pour ne pas se mettre les Parisiens trop à dos, ils essaient d'aller à peu près dans notre sens.

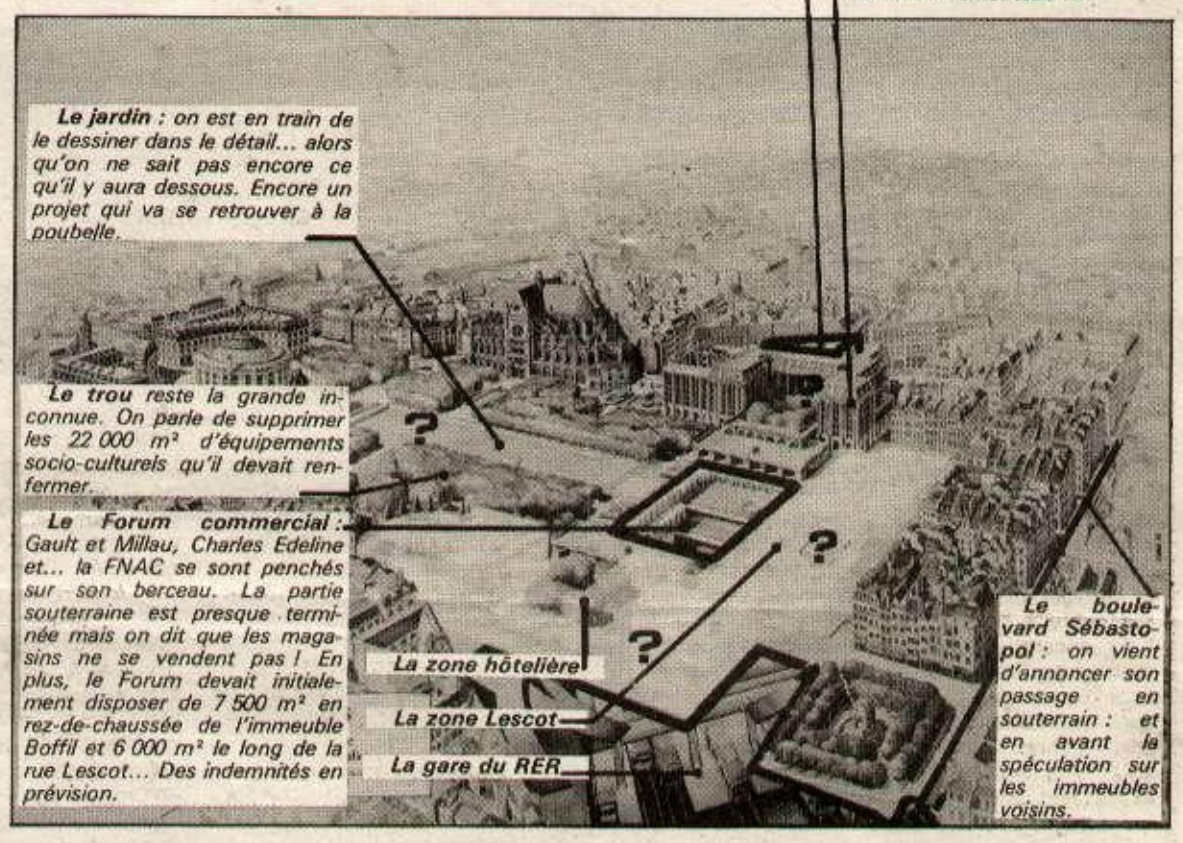
Mais l'éventualité d'une réduction des équipements collectifs prouve qu'il peut encore se passer autre chose. Il a été question que les 22 000 mètres carrés d'équipement prévus depuis le début, et qui étaient quand même la portion congrue de l'opération, soient réduits à 14 000. Et puis, il y a l'utilisation du trou. Nous, on est totalement hostile à ce qu'on rebouche ça. Il y a 80 000 mètres carrés, donc possibilité de faire quelque chose de très intelligent, ce qui n'exclut pas de faire un jardin au-dessus. Mais le jardin doit être lié à ce qu'il y a en-dessous.



Le quartier St Martin, en cours de construction : 252 HLM et 525 appartements de grand luxe, confiés à la COGEDIM, et dont certains atteignent un million le m².

La centrale de climatisation, 20 000 tonnes de béton, une façade nue de 1 500 m². Principal problème : comment la camoufler ? C'était un des rôles de l'immeuble de Boffil.

Feu l'immeuble Boffil : Les travaux sont arrêtés au niveau du rez-de-chaussée. Chirac prévoit son remplacement par un autre immeuble de logement respectant l'alignement de la rue Rambuteau. Seul petit problème : une sortie de voirie souterraine, déjà construite et que devait camoufler l'immeuble Boffil, tombe en plein milieu de la rue Rambuteau !!!



Le jardin : on est en train de le dessiner dans le détail... alors qu'on ne sait pas encore ce qu'il y aura dessous. Encore un projet qui va se retrouver à la poubelle.

Le trou reste la grande inconnue. On parle de supprimer les 22 000 m² d'équipements socio-culturels qu'il devait renfermer.

Le Forum commercial : Gault et Millau, Charles Edeline et... la FNAC se sont penchés sur son berceau. La partie souterraine est presque terminée mais on dit que les magasins ne se vendent pas ! En plus, le Forum devait initialement disposer de 7 500 m² en rez-de-chaussée de l'immeuble Boffil et 6 000 m² le long de la rue Lescot... Des indemnités en prévision.

Le boulevard Sébastopol : on vient d'annoncer son passage en souterrain : et en avant la spéculation sur les immeubles voisins.

— QdP : En ce moment, on parle beaucoup de participation, qu'en est-il ?

Union des Champeaux — La participation, c'est ce qu'on demande depuis le début, qu'il n'y ait plus de décision parachutée sans prendre l'avis des gens. Ainsi, lors de l'enquête précédant la Déclaration d'utilité publique (1), on a fourni 15 000 signatures contre. Le Commissaire-rapporteur a immédiatement conclu que, malgré quelques avis divergents, dans l'ensemble c'était favorable. C'est la seule manière de «participer», entre guillemets, au-delà de la participation électorale qui est tout à fait un leurre à ce niveau-là. Plus tard, en 1975, quand il y a eu les trois maquettes à l'Hôtel de Ville, on a demandé aux gens de voter : il y a eu 75 % pour une maquette. Le préfet a dit : celui-là n'est pas bon, on mélange les deux autres.

Il n'y a eu aucune information sérieuse et il continue à n'y en avoir aucune. Ce qu'on veut, c'est d'abord une information sérieuse, et qu'ensuite, on puisse trouver un moyen de demander l'avis des gens, sans sombrer dans le sondage, ni le référendum à double face.

— QdP : Que sont devenus les habitants du quartier, dans toute cette affaire ?

Union des Champeaux — En octobre 1968, une fois éliminés de justesse les grands projets délirants qui consistaient à vider 19 000 personnes du secteur, il a été décidé deux zones de rénovation, une à Beaubourg, une aux Halles (2), et entre les deux, une zone de réhabilitation. Ce que nous appelons, nous, réhabilitation, c'est la remise en état, dans la limite des normes HLM, des appartements, au bénéfice des habitants actuels, avec des loyers HLM.

L'ensemble du secteur est resté en Z.A.D. (3) et il y a eu spéculation sauvage avec des méthodes douteuses. Les gens ont peur et quand on leur dit qu'il faut partir, ils commencent leur valise. Ce sont d'abord de petits ennuis bêtes, le gaz coupé, l'eau coupée, une certaine insécurité devant l'immeuble, la police qui vous réveille à minuit pour vous demander si vous n'avez pas vu passer quelqu'un dans l'appartement. Et c'est de la rigolade à côté de ce qui se passe au niveau du privé. Il y a des gars qui sont arrivés un matin, il n'y avait plus d'escalier. Le coup classique, on défonce le palier, les gens sont obligés de sauter de poutre en poutre, on coupe l'eau, on ne peut pas la remettre avant 48 heures...

Il y avait 19 000 personnes dans la Z.A.D., il y en a eu 3 000 d'expropriés par l'opération publique, en dehors, il y en a à peu près autant de touchés. Les 3 000 publics ont tous été relogés par la SEMAH dans Paris, sauf ceux qui demandaient à aller ailleurs. Il a été détruit 1 550 logements et reconstruit 600 logements au quartier de l'Horloge, où il y a un peu de tout, et quelques HLM sur le plateau La Reynie. Le secteur de réhabilitation s'est réduit à deux peaux de chagrin, Quincampoix et Sainte Opportune. Pourtant, c'est possible, on a vu un cas de gens relogés par des HLM en «trois pièces», cuisine, salle de bains, à moins de 500 F par mois, alors qu'en privé, le même «trois pièces» peut atteindre 5 000 F par mois.

Ce qu'on voudrait, c'est que la réhabilitation soit effective dans toute la zone et qu'un frein soit mis à ce qui se passe au niveau du privé. Ça s'est un peu tassé parce que, depuis deux ans, la ville de Paris a commencé à exercer son droit de préemption (3). Alors, d'autres types de méthodes se mettent au point : les spéculateurs achètent un immeuble au prix des Domaines, ils créent une société qui fait faillite au bout de six mois. La société ayant fait faillite, l'immeuble est vendu aux enchères et dans ce cas, le droit de préemption ne s'exerce plus. Alors les enchères triplent, comme par hasard. Et si ça ne suffit pas, on retombe en faillite et on recommence.

NOTES

1) D.U.P. - Décision administrative autorisant les expulsions.

(2) Zone dont les terrains ont tous été acquis par la ville et dont l'aménagement est en cours, ce qu'on appelle plus loin le «secteur public» (voir plan)

(3) Z.A.D. - Zone protégée à l'intérieur de laquelle la Ville de Paris, en cas de vente, a un droit d'achat prioritaire (droit de préemption). Mais les ventes ne se font qu'au gré des propriétaires (voir plan).

le quotidien du peuple

SIDERURGIE LORRAINE

LES ACTIONS SE POURSUIVENT

Les bureaux de Sacilor - Hayange occupés mardi
La gare de triage d'Onville bloquée

● De plus en plus la bourgeoisie de droite comme de gauche s'enlise dans ses manœuvres pour tenter de faire dévier la volonté de lutte qui s'exprime de plus en plus fort chez les travailleurs de Longwy. On a vu monsieur Messmer obtenir une entrevue avec Giscard-Barre. A la sortie de cette entrevue il a parlé de la création de 20 000 emplois en Lorraine, ajoutant que le problème de l'aciérie de Longwy serait reconsidéré. Immédiatement le ministre de l'Industrie, Giraud, répliquait, disant que le choix concernant l'aciérie de Longwy était définitif. Messmer, obligé de s'expliquer, reconnaissait qu'il ne fallait pas en faire dire plus à la déclaration du Premier ministre que ce qu'elle voulait dire. Quelle confusion ! Cette nouvelle tentative de la bourgeoisie pour illusionner les travailleurs, par l'intermédiaire de ses représentants notoires fait suite à d'autres, en particulier celles patronnées par le très giscardien journal local, *Le Républicain lorrain*.

Celui-ci avait édité un bulletin-pétition intitulé *«Défendons la Lorraine»*. En même temps le journal avait ouvert une rubrique : *«Les Lorrains ont la parole»*. Toute personne désirant faire connaître son point de vue était vivement encouragée à remplir le bulletin-pétition. La semaine dernière *le Républicain lorrain* organisait une délégation, en sélectionnant soigneusement une famille de sidérurgistes de la région de Thionville «peu susceptible de remettre en cause la parole du président», comme le dit ce journal lui-même.

MANOEUVRES DE LA BOURGEOISIE

Bien sûr le rédacteur en chef était là. Comme on le voit, il n'a pas osé sélectionné une famille de Longwy : il aurait été difficile d'en trouver une toute prête à la docilité.

Le Républicain lorrain n'avait pas hésité quelques jours avant à défendre le Premier ministre Barre pour les mesures d'aumône qu'il avait eu l'audace d'annoncer. On retrouve ici le partage des tâches effectué par le tandem Giscard-Barre. Barre le sale besogneux et Giscard peu au courant des réalités lointaines mais qui est en quelque sorte plein de bonne volonté. Immédiatement après son opération de mystification qui ne trompe personne à Longwy, le *Républicain lorrain* a supprimé sa rubrique *«les Lorrains ont la parole»*. La parenthèse démocratique de ce journal s'est vite refermée. Notons au passage qu'elle ne s'est guère ouverte pour notre parti puisque ses communiqués continuent à connaître le même sort : ils ne passent pas.

Depuis vendredi un grand tapage a été fait autour de la déclaration prononcée au nom de l'Intersyndicale sur une action *«de grande envergure»* qui aurait pu revêtir un caractère *«violent»*. Pendant très longtemps, personne ici n'a su qui avait fait cette déclaration au nom de l'intersyndicale et tout le monde était dans l'attente, aussi bien les travailleurs que les grands moyens d'information. Lundi à l'issue de l'intersyndicale qui s'est tenue, on y a vu un peu plus clair et il est apparu que c'était un dirigeant de l'Union locale CGT, membre du PCF qui, vendredi dernier, avait fait cette déclaration. Il niait dans un premier temps l'avoir faite au nom de l'Intersyndicale puis le reconnaissait. Quelles contradictions de la part de ces gens-là qui parlent de l'importance du respect des décisions de l'Intersyndicale et tentent en fait de la manipuler et de s'en servir.

A PROPOS DES OCCUPATIONS ACTUELLES

Depuis quelques jours se déroule à Longwy-Bas et Longwy-haut (et à Longwy depuis mardi) l'occupaton des administrations des impôts. C'était une idée lancée par la CFDT, il y a maintenant 15 jours lors d'une réunion intersyndicale. La direction cégétiste (une fois n'est pas coutume, voir l'occupation de l'Union métallurgique à Longwy) après avoir refusé cette initiative en intersyndicale... la reprenait à son compte sans en informer la CFDT.

L'objectif poursuivi par la direction cégétiste en agissant de la sorte est clair : reprendre quelque peu l'initiative à Longwy, ce qui n'était pas spécialement le cas depuis de longues semaines et couper l'herbe sous le pied de la CFDT. Les travailleurs ne veulent pas de cette querelle de chapelle. On a vu des travailleurs et délégués cédétistes participer aux occupations «cégétistes» fraternellement accueillis par les travailleurs cégétistes. C'est le cas à l'hôtel des impôts de Longwy et ce, malgré le fait de dirigeants cégétistes empêchant travailleurs CGT et CFDT de discuter. Le comble est que certains dirigeants cégétistes ne s'intéressant sans doute qu'à l'aspect publicitaire de cette action, en viennent aujourd'hui à vouloir la terminer au plus vite, ce qui n'est pas sans créer des contradictions au sein de la CGT. Cesser l'occupation de l'administration des impôts ? Rappelons qu'au contraire, la CFDT, dans sa proposition initiale proposait d'engager une action progressive qui aille jusqu'au non-paiement du tiers provisionnel, proposition très bien accueillie par la population. N'est-ce pas au contraire de cela qu'il faut aujourd'hui discuter ?

La CFDT d'ailleurs a renouvelé cette proposition lors de la dernière réunion intersyndicale. La CGT, FO, la CGC s'y sont à nouveau opposés, la FEN s'est abstenue. Dans ces conditions, tout en continuant à mener le débat avec les travailleurs et à discuter avec la CGT, nombre de militants CFDT demandent : faut-il continuer à participer dans l'immédiat à des actions dont on ne voit plus très bien l'efficacité si elles restent en l'état ? A signaler enfin, que les dirigeants cégétistes, membres du PCF, ont refusé que le syndicat des camionneurs, qui en a fait la demande, fasse partie de l'Intersyndicale. Demande ô combien légitime pourtant quand on sait la part qu'a prise ce syndicat aux intiatives d'actions qui ont eu lieu depuis un mois (participation au blocage des routes, blocage de Longwy...). L'argument pour le moins fallacieux mis en avant par les dirigeants cégétistes ? *«Les camionneurs ne sont pas constituées en Union locale»*...

MULTIPLES ACTIONS

De multiples actions se sont menées dans la journée et la soirée de mardi, en Lorraine. Les travailleurs de la fonderie et de la tréfilerie de Gorcy, réunis en intersyndicale, occupent depuis mardi matin, le central téléphonique de Longwy.

Mardi soir toujours, des militants CFDT et des travailleurs commençaient un blocage de la gare de triage d'Onville à 40 kilomètres de Longuyon.

Enfin, toujours dans la soirée de mardi, les travailleurs de Sacilor Hayange à l'appel de la CGT et CFDT ont occupé les bureaux de cette usine. La bourgeoisie n'a eu qu'une seule réponse : l'expulsion des travailleurs par les flics !

Correspondant LONGWY

6 millions de personnes à Téhéran pour le retour de Khomeiny

L'ARMÉE OCCUPE L'AEROPORT

Les blindés ont pris position sur l'aéroport de Téhéran dans la nuit de mardi à mercredi. Le chef de l'armée a déclaré selon l'agence de presse US que ceux-ci étaient intervenus *«pour mettre un terme aux projets d'opportunistes iraniens qui veulent semer le trouble»*. Le premier résultat est vraisemblablement de bloquer le départ de l'avion d'Iran Air dont les employés sont en grève depuis deux mois, qui devait se rendre à Paris pour assurer le retour de l'ayatollah Khomeiny. Le chef religieux de Téhéran, Talegahani, avait convié les habitants de la capitale à venir saluer le départ de l'avion. Quatre à six millions de personnes sont attendues à Téhéran à l'occasion du retour de l'Ayatollah. Mardi à Paris, l'Ayatollah faisait savoir l'ayatollah faisait savoir que Bakhtiar, Premier ministre en titre, tentait d'empêcher son retour.

LE SCENARIO DE L'INSTALLATION DU NOUVEAU POUVOIR

Celui-ci est cause d'une grande agitation à Téhéran. Le responsable du «Mouvement pour la Libération de l'Iran», Mehdi Bazargan, présenté comme un éventuel futur Premier ministre, tenait mardi une conférence de presse dans laquelle il annonçait le scénario des événements tel qu'il est prévu par l'opposition religieuse : le Conseil de la Révolution qui sera nommé vendredi ou samedi par l'Ayatollah désignera un gouvernement provisoire. Ce gouvernement aura deux tâches : préparer un référendum pour demander au peuple s'il accepte une république islamique, puis préparer des élections pour une Assemblée constituante qui approuvera la nouvelle constitution.

LES INCERTITUDES DE L'ARMEE

Mehdi Bazargan devait juger *«trop hâtif»* le retour de l'Ayatollah ; cette appréciation reflète peut-être les inquiétudes que suscite la situation dans l'armée. Sans que l'on sache très exactement les résultats des rencontres entre les chefs religieux et les chefs de l'armée, on notait lundi qu'un ordre était lancé par l'Etat-major d'obéir au gouvernement Bakhtiar. Mardi, le chef des «Immortels», la garde personnelle du Shah, forte de 11 000 hommes, invitait la presse internationale à une parade. Il déclara : *«Ils sont tous prêts à donner leur dernière goutte de sang pour sa majesté»*. Au cours du défilé, une pancarte *«Vive le Shah, Mort à Khomeiny»*. Les attitudes paraissent très différenciées. Si l'hystérie des «Immortels» ne paraît guère partagée — bien qu'elle constitue une menace certaine — aucune attitude définitive ne paraît avoir été fixée par l'armée, peut-être à cause des divergences que refléteraient les démarches contradictoires entreprises. En tout cas, jusqu'à présent, l'Etat-major ou une partie de celui-ci n'a pas effectué de mouvement significatif en direction de l'opposition, bien que par ailleurs nombre de mutineries et de désertions se soient produites.

L'ESCALADE ISRAELIENNE AU SUD - LIBAN

Les bombardements israéliens gagnent en intensité au Sud-Liban. Vendredi le port de Tyr, les camps palestiniens de Al Bass et de Bourj al Chemali étaient la cible de l'artillerie israélienne opérant depuis la frontière, les obus passant par-dessus la tête des soldats de la force de l'ONU, la FINUL.

C'est une politique délibérée que le représentant israélien à l'ONU avait définie, en critiquant la FINUL et en affirmant que si elle ne mettant pas fin à la présence palestinienne au Sud-Liban, Israël le ferait lui-même. L'impunité d'Israël est une sorte de démission de la FINUL à son égard qui laisse les mains libres à Israël pour intervenir au Sud-liban après les retraits des troupes de l'ONU.

L'agression israélienne est aussi un aveu : les Israéliens prétendent ainsi riposter au développement de la lutte armée au sein de la Palestine occupée. *«Si les terroristes continuent à tirer sur les localités au Nord d'Israël, nous riposterons en bombardant leurs objectifs civils»*, déclarait le ministre de la Défense, Weizmann. En fait c'est l'espoir de briser la résistance à l'intérieur quand celle-ci se développe. C'est également la poursuite d'une tradition de l'Etat sioniste que chercher à écraser et assassiner la population palestinienne. Dès mardi la population du Sud-Liban, les habitants des camps notamment devaient entreprendre un nouvel exode. A Beyrouth, les services de renseignement israéliens ont assassiné Abou Hassan, le chef des services de sécurité d'El Fatan, poursuivant leur tradition d'assassinat systématique de responsables palestiniens. Ces événements paraissent révéler d'intenses préparatifs israéliens pour une nouvelle agression, dès le retrait, fin février, des forces de la FINUL.

Dernière minute

Dans la matinée de mercredi, un cessez-le-feu a été signé par l'intermédiaire des forces de l'ONU, faisant taire les canons israéliens.